

Le ministre des Finances ne sait même pas ce qu'il investira de plus dans ces actions de 4 p. 100 qui ne rapportent jamais de dividendes ou de bénéfice du réseau du Canadien National. Et c'est ce que contient le bill et c'est ce que nous devons étudier. La situation devient impossible lorsqu'une société de la Couronne et un gouvernement sont prêts à déboursier de l'argent sans s'attaquer aux problèmes du transport auxquels fait face la nation, sans aborder le problème des abonnés dont a parlé cet après-midi le député de Scarborough-Est (M. Stackhouse); Ils pourraient également agir sans en venir aux prises avec les difficultés que connaît le transport du grain dont ont parlé avec tant d'éloquence les députés de l'Ouest, sans en venir aux prises avec l'abandon des lignes de chemin de fer, sans essayer de régler la situation où les trains ne parcourent pas certaines lignes bien que celles-ci n'aient pas été abandonnées.

Un député a dit à la Chambre que le dernier train qui a fait le trajet sur cette ligne est passé en février et que le prochain est attendu en juin, en juillet ou peut-être même jamais. Voici le genre de gouvernement qui dit administrer ce pays, voici le genre de politique de transport que nous avons et voici le ministre des Finances qui est prêt à dire qu'il a le droit de souscrire à plus de capital-actions dans le réseau du Canadien National en se fondant sur 3 p. 100 de son revenu brut au cours de l'année se terminant le 31 décembre 1973, alors qu'il n'a même pas de bilan financier pour l'année se terminant à cette date. S'il en a un, il ne l'a pas déposé à la Chambre.

Il s'agit d'un contrat libre qui nous fait verser des fonds à un système sans avoir examiné la situation et sans avoir abordé la réalité des exigences financières au Canada. Nous n'obtiendrons pas les services dont les Canadiens ont besoin et nous n'obtiendrons pas non plus le genre de rendement et de politique des transports que les Canadiens exigent. Même le ministre des Transports n'est pas satisfait. Pourtant, le ministre des Finances est prêt à fournir l'argent avec l'appui des néo-démocrates car ils ne se préoccupent pas vraiment de l'économie...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Allez-vous voter contre le bill?

M. Blenkarn: ... parce qu'ils ne se préoccupent pas vraiment des transports. Ils veulent simplement s'assurer que la société de la Couronne aura de plus en plus d'argent et ils ne veulent pas se soucier de son rendement. Ils ont peut-être la même attitude envers leurs électeurs. Ce n'est certainement pas le genre d'attitude que mes électeurs accepteraient. On ne devrait certainement pas demander constamment de l'argent aux contribuables sans que la direction du Canadien National et celle d'Air Canada ne soit obligées de répondre vraiment de leurs activités. Comme le ministre des Transports lui-même l'a avoué, ces sociétés ne nous ont pas nécessairement bien servis. Il avoue qu'elles lui causent des problèmes. Pourtant, le gouvernement continue de présenter des bills à la Chambre pour financer Air Canada et le CN.

Que faisons-nous? Nous prenons des fonds publics que nous pourrions affecter à l'habitation ou aux services de banlieue et qui seraient utiles dans bien d'autres domaines, et nous les affectons à ces sociétés sans pouvoir exercer le moindre contrôle sur la façon dont elles fonctionnent. Elles ont montré clairement qu'elles étaient

Canadien National et Air Canada

prêtes à se lancer dans de nouvelles entreprises, à acheter une partie de la société de Havilland, à acheter Canadair, à s'engager dans Wardair et à gérer une entreprise appelée Econair Holidays Limited. Et aussi construire une tour à Toronto et demander de l'argent pour financer une chaîne d'hôtels déficitaires. Voilà le genre de choses que nous propose le gouvernement et voilà le genre de propositions que contient le bill. Le bill signifie que le gouvernement a manqué à son devoir qui consiste; à examiner attentivement l'activité des sociétés de la Couronne qui relèvent de lui et l'adoption du bill constitue un réquisitoire contre le gouvernement et les alliés qu'il lui reste.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Allez-vous voter contre?

M. Blenkarn: Ce bill est une parodie. Il est incongru à l'heure actuelle. Le gouvernement devrait le retenir jusqu'à ce que soit effectuée une enquête approfondie sur le réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et sur Air Canada. Il devrait reviser l'orientation que prend l'administration et financer de nouveau et comme il le convient cette société de la Couronne. Jusqu'à maintenant elle n'a pas bien fonctionné. Le ministre des Finances devrait écouter son collègue, le ministre des Transports, quand il parle de politique des transports et lui dire: «Lorsque vous en aurez assuré l'organisation, venez me voir et nous la financerons de nouveau et de façon appropriée.» Nous verrons à ce que tout se fasse dans les règles et nous serons de tout cœur avec vous.

Certaines réalisations s'imposent au pays mais le bill à l'étude n'exige pas que le CN ou Air Canada gèrent leurs affaires comme il convient et dans les meilleurs intérêts du public. Il jette simplement de l'argent par les fenêtres, argent dont le gouvernement est incapable d'assumer la garde de façon sensée comme il l'a prouvé dans le passé.

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole à cette heure tardive, je regarde mon voisin d'en face, le ministre des Finances (M. Turner) avec une certaine sympathie, car je pense qu'aujourd'hui, hier et plus tôt au cours de la présente session il a écouté ici avec patience un débat sur une question qui ne le touche que superficiellement, question dont le ministre des Transports (M. Marchand) aurait dû assumer la responsabilité.

● (2150)

Le fait que le ministre ait dû venir ici est une indication—peut-être même une accusation, mais certainement une indication—de l'état de décrépitude à laquelle la question de transport de ce pays en sont arrivées. C'est peut-être également une indication de la vérocité de la déclaration qu'a fait le ministre des Transports, à savoir que son ministère est effectivement dans le pétrin, et qu'il était déjà ainsi au début de son mandat. Nous savons évidemment tous qu'il n'a rien fait pour remédier à la situation depuis qu'il est titulaire de ce portefeuille.

Mes premières paroles exprimeront donc ma sympathie envers mon voisin, le ministre des Finances, qui doit endosser cette responsabilité. Nous savons tous qu'il a d'énormes responsabilités au ministère des Finances. Bien que nos opinions soient partagées quant à la façon dont il assume ses responsabilités, je crois qu'il est injuste de charger ses jeunes épaules de l'ineptie de ses collègues.